

Consultation européenne 2014

Profession de foi de la liste II - Ecolo rassemblé-e-s pour l'Europe

Nous avons souhaité dissocier la désignation aux élections européennes des orientations débattues dans le cadre du Congrès de Caen. Cette liste est donc trans-motions (LMP, Déterminés, Avenir Ecolo et non signataires)

Une exigence Ecologique pour l'Europe

Parce que l'écologie dans un seul pays n'a pas de sens, qu'aujourd'hui les pouvoirs et les enjeux sont supranationaux, l'Europe est l'échelon pertinent pour notre action politique. Parce que notre identité est transnationale, que la coopération, la paix et la solidarité sont au cœur de nos engagements politiques, la construction d'une Europe politiquement intégrée fédérale et régionaliste, parlementaire et post-nationale est une priorité politique des écologistes.

L'UE a mauvaise presse à cause d'un triple déficit de légitimité, de finalité et de solidarité. Cela creuse le fossé entre **les citoyens et les institutions créant l'éloignement, et l'incompréhension**. Les politiques d'austérité absurdes et injustes sont imposées par les dirigeants actuels, elles prospèrent sur ce terreau fertile pour l'irresponsabilité politique que sont le manque de légitimité démocratique, **l'absence de solidarité européenne et mondiale**.

Le projet de paix de l'UE lui donne la responsabilité de poursuivre son ambition historique d'unité du continent et de solidarité entre les Etats y compris dans l'ensemble du monde. Nos principaux défis sont la construction démocratique et la promotion d'un modèle de société respectueux de la nature et équitable entre les humains.

Pour cela nous réaffirmons et proposons :

Relancer l'Europe fédérale

1. **Une Assemblée constituante** qui puisse construire notre avenir européen, un avenir fédéral et régionaliste, au sein d'une Union politique parlementaire et bicamérale.
2. **Une nouvelle approche de la souveraineté**, intelligemment partagée. Ce n'est ni l'Europe-puissance, ni l'Europe-marché, ni le bonapartisme, ni le communautarisme. **C'est l'Europe des régions et des solidarités**, du partage

des compétences et ouverte à la coopération avec le reste du monde et non aux conflits.

3. Une Europe où la pluralité est le fondement d'un nouveau mode de vivre-ensemble. Parce que le fédéralisme est d'abord une question de société, défendons l'Europe du dialogue et du débat transnational dans un **espace public européen**, celle du **respect des identités et des cultures**.
4. Des ressources budgétaires pour lutter contre les inégalités, les injustices socio-économiques et les déséquilibres structurels. Aussi nous voulons un **budget européen**, des ressources propres, une capacité à décider démocratiquement des recettes fiscales et de leur utilisation.
5. Une régulation drastique des activités des lobbies.

Redonner une finalité au projet commun :

6. L'Europe fédérale devra servir à la **transformation écologique** de notre société (appareil de production, système agricole, politique énergétique, préservation de la biodiversité, fiscalité) via une économie orientée vers le progrès humain plutôt que vers la croissance. Aucun équilibre n'est viable en ignorant les contraintes écologiques.
7. **Des compétences en matière sociale** afin de nous donner le droit et le devoir d'être solidaires, avec un salaire minimum européen et une protection sociale européenne. Nous préconisons la mise en place d'un Pacte Social veillant au plein emploi et à la réduction des inégalités.
8. Une **vision européenne des services publics**, aux fondements du pacte social et politique qui nous unit. Proposons un encadrement juridique clair, revenons sur l'approche sectorielle et promouvons **une vision progressiste, universelle et écologiste**.
9. Des politiques européennes structurantes avec une vision européenne de la transformation de **notre système industriel et de nos projets d'infrastructures** à l'échelle du continent ne mettant pas en danger l'équilibre écologique.
10. Une **politique étrangère** fédéralisée pour construire une Europe ouverte sur le monde, où le respect des droits humains sera l'objectif des politiques migratoires et non leur contrainte.